

Clarté, Courage, Créativité : *Choisir maintenant, pour agir demain*

Introduction

Première partie :

« Un nouveau contrat social dans l'ère de l'innovation et du développement durable »

Conditions de travail et salaires : inventer les nouveaux droits du salarié.
Créer les conditions d'une croissance solide pour relancer emploi et pouvoir d'achat.

Une démocratie sociale dynamisée

Le choix de l'Innovation et de la Connaissance

Reconfigurer notre appareil productif

Un nouveau modèle de développement

Une ambition sociale qui produit des effets.

Des moyens pour une ambition sociale : réhabiliter l'impôt.

Deuxième partie :

« De nouvelles libertés publiques pour une démocratie moderne »

Bâtir un Etat social prévoyant

Décentraliser au service d'une puissance publique protectrice

Défendre et étendre les libertés individuelles et les nouveaux droits

Refonder le pacte républicain

Démocratiser nos institutions

Réaffirmer la laïcité

La Culture contre la société marchande

La sécurité par la justice

Pour une politique humaine et digne de l'immigration.

Troisième partie :

« Socialistes au XXI ème siècle »

Européens et Internationalistes

Une identité, un dessein collectif, une ambition pour la France

Assumer notre identité

Changer en profondeur le fonctionnement du parti socialiste

Clarifier notre stratégie politique et d'alliances

Une majorité forte, cohérente, unie et un Premier secrétaire entreprenant

Introduction

Si nous le voulons vraiment, nous pouvons réussir un grand congrès qui marque les Français, un congrès de vérité illustrant notre capacité à faire des choix et à inventer. Dans l'hypothèse inverse, ce n'est pas seulement notre famille qui sortirait affaiblie du rendez-vous de Reims, mais toute la gauche et au bout du compte, notre vie démocratique.

A travers cette contribution nous souhaitons susciter une dynamique majoritaire et cohérente. Car nous voulons que les socialistes puissent éprouver de la fierté au sortir de ce congrès, clairs dans leurs convictions, courageux et crédibles dans leurs propositions, unis et motivés dans leur combat.

A l'heure où les Français affrontent à la fois souffrance sociale et perte de repères, nous devons incarner à leurs yeux une force d'opposition utile pour aujourd'hui et un mouvement d'alternance convaincant pour demain.

Pour cela, nous devons prendre la mesure des défis de notre temps, ce qui implique de travailler, ensemble, et de changer, vraiment.

Car le monde, lui-même, change. Les crises qui s'agrègent - sociale, alimentaire, financière, environnementale - sont les symptômes d'un seul et même basculement dans un autre temps. Notre modèle de développement est à bout de souffle. Le capitalisme, à l'échelle mondiale, atteint ses limites. La crise financière conduit même les pays qui y étaient le moins enclins à redécouvrir les vertus de la puissance publique : au Royaume Uni, on nationalise des banques pour éviter la ruine des petits épargnants et la Réserve fédérale américaine vole au secours des marchés boursiers. D'évidence, la régulation apparaît comme une nécessité impérieuse.

Face à la profondeur et à l'accélération de ces bouleversements, le quotidien de nos concitoyens est devenu très difficile, jusque dans ses dimensions les plus élémentaires : se loger, se nourrir, se déplacer. La vie est de plus en plus chère, de plus en plus injuste, les conditions de travail de plus en plus âpres. Tandis qu'en un an la rémunération des patrons du CAC 40 a augmenté de 54%, les salaires des Français n'ont progressé que de 2,7%, soit... 0,4% de moins que l'inflation.

Nous sommes donc à la croisée des chemins. Si les récentes élections municipales et cantonales ont vu les citoyens témoigner leur confiance à notre famille politique, n'oublions jamais que, lors d'échéances nationales, nous n'avons été majoritaires que trois fois - 1981, 1988, 1997 - en cinquante ans de Vème République, quand la droite l'a été quatorze fois. Nous avons subi, en 2002 puis en 2007, deux défaites consécutives, qui trouvent des explications distinctes mais aboutissent au même résultat : la victoire de la droite et la poursuite de politiques qui creusent les inégalités et affaiblissent la France. En 2002, dans l'opinion, s'était largement installée l'idée fautive selon laquelle « la droite et la gauche, c'est la même chose ». S'y ajoutaient les effets destructeurs de la division à gauche. En 2007, c'est plutôt la crédibilité de notre projet qui a souffert de la comparaison avec celui de notre concurrent.

Conclusion : la démocratie a besoin de contenus clairement différenciés, et qui s'inscrivent dans le réel. L'ambition de l'alternance ne pourra résulter que d'une identité progressiste parfaitement assumée, et d'un projet capable d'influer sur le cours des choses.

Nous devons donc nous prémunir contre une tentation : celle de devenir la coalition des pouvoirs locaux. Nous n'avons pas à nous installer dans une cohabitation d'un style nouveau, où la droite aurait « vocation » à gérer l'Etat et nous, les collectivités locales. Nous devons dès maintenant nous préparer à assumer le gouvernement de la France, en conduisant des réflexions dignes de l'enjeu. Notre mission est de gagner les élections nationales.

Tel doit être le sens de notre congrès : nous donner les moyens de montrer aux Français que nous avons une ambition et des réponses à proposer à la France, à sa société, à sa jeunesse, à ses familles, à ses salariés, à ses chômeurs, à ses entrepreneurs, dans un monde qui, faute de sens, devient tout simplement immoral.

Comment ? D'abord en étant fidèles à nos valeurs. L'immobilisme est un fléau, mais l'ingratitude est un leurre : on ne révèle pas sa modernité en se contentant de dénigrer son propre héritage. L'essentiel est plutôt de démontrer notre aptitude à lui donner un prolongement convaincant, ce dont nous avons été incapables, ces dernières années. Et pourtant nous sommes les héritiers d'une gauche au pouvoir, d'une gauche gestionnaire, qui, devant les épreuves, a su, si souvent, rapprocher le réel de son idéal. Avec, dans des ordres d'idées bien différents, des réformes aussi fondamentales que l'abolition de la peine de mort, la décentralisation, le RMI, la CSG, la CMU, la loi SRU, la parité, le PACS, et tant d'autres, la gauche, malgré ses faiblesses, ses doutes et ses insuffisances, a contribué à faire entrer notre pays dans la modernité.

Ce réformisme, nous devons l'assumer. La contradiction entre les actes et les mots est l'une des sources les plus sûres de l'inertie. Puisque, depuis plus de vingt ans, le Parti socialiste accepte l'économie de marché dans ses décisions quand il est en responsabilité, il lui reste à l'accepter dans son langage, en tant qu'opposant. Et si nous renonçons, enfin, aux schizophrénies idéologiques qui séparent ce qui devrait être intimement associé, la justice et le mérite, la liberté et l'égalité ?

« Il n'y a de justice sociale que par la liberté républicaine », disait Jaurès. La conquête des libertés est notre combat, et il est loin d'être achevé. Nos adversaires sont le conservatisme, la rente, la spéculation, le privilège, l'égoïsme social, l'autoritarisme, le fondamentalisme religieux, le préjugé raciste ou antisémite, le terrorisme, la discrimination sexuelle ou ethnique, les mafias et la nouvelle délinquance mondiale. Ces menaces sont multiformes et puissantes. La Déclaration de principes du parti est un premier pas sur le chemin de la rénovation. Nous reconnaissons dans ce texte l'efficacité du marché pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés. Nous y affirmons notre engagement pour la conquête de nouvelles libertés au service des citoyens. Nous critiquons en revanche la propension du capitalisme financier à déplacer la prise de risque des actionnaires vers les salariés. Nous disons que, sans régulation, la stricte logique de marché est porteuse d'injustices, d'atteintes à la cohésion sociale et de tendance au monopole et à la rente.

L'illustrent les menaces insupportables que les déséquilibres financiers font peser sur les pays pauvres. La mondialisation permet à de nouveaux acteurs de peser sur la scène internationale. La France elle-même peut en bénéficier. Mais sans régulation, elle engendre des mutations brutales et de nouvelles inégalités. Il faudra donc innover. Mais d'abord dire la vérité. Car nos débats n'auront de sens que s'ils nous permettent d'inventer vraiment des solutions, pour être le parti de la justice sociale et d'une efficacité de gauche.

La vérité, aujourd'hui, c'est que notre pays va mal. L'injustice s'installe comme un fait, voire comme une norme. Le travail est de plus en plus précaire, selon la volonté d'un gouvernement aux méthodes brutales. Les richesses sont de moins en moins partagées. La fiscalité n'est plus l'arme d'une redistribution légitime, mais l'instrument qui conforte les injustices de la naissance. Ce pouvoir ajoute à la crise son incompetence et sa désinvolture. Donner l'illusion de l'énergie n'a jamais contribué à préparer l'avenir. Pendant ce temps, la France prend du retard.

De nouvelles lignes de fracture sociale se dessinent, selon que l'on soit en CDI ou en CDD, à temps plein ou à temps partiel, sans papiers ou avec papiers, que l'on travaille dans un grand groupe ou dans une PME, que l'on appartienne à une minorité visible, que l'on soit une femme ou un homme, que l'on ait plus de cinquante ans, que l'on soit handicapé... Pour les uns, la possibilité de bénéficier dans de bonnes conditions des avantages de l'économie mondialisée. Pour les autres, une réalité éprouvante, la ségrégation urbaine, la vie chère, les trajets de plus en plus longs, la difficulté de trouver des moyens de garde et d'éducation satisfaisants pour ses enfants, l'insécurité. Pour d'autres encore, la désertification du territoire, le départ des entreprises et des services publics, le déclin démographique. L'ascenseur social est en panne, le système scolaire n'offre pas les mêmes chances selon l'origine ou le lieu de résidence.

Les banlieues, dont seules les révoltes sporadiques focalisent l'attention, sont minées par le chômage de masse, l'échec scolaire, et pour beaucoup, le désespoir, alors que ces villes recèlent des trésors de jeunesse, de créativité et de motivation. Le défi auquel nous sommes confrontés est de construire de nouvelles solidarités tout en conduisant l'adaptation nécessaire du pays à la nouvelle phase de l'économie mondialisée.

Nous devons donc réviser en profondeur nos politiques sociales et fiscales, avec pour fils conducteurs, une égalité réelle des chances et l'autonomie durable de l'individu.

Nous avons à proposer une autre voie à la France, à lui prouver qu'elle n'est pas condamnée au sarkozysme, ce bonapartisme saugrenu au conservatisme agressif. Nous devons être, à gauche, le pôle autour duquel se crée une dynamique nouvelle et féconde. Pour cela, nous devons d'abord être au clair avec nous-mêmes, afin de rassembler les forces progressistes qui aspirent également au changement.

Sans complexe, affirmons notre identité et nos convictions. Chassons de notre esprit l'illusion selon laquelle notre renouveau pourrait découler d'alliances à géométrie variable, qui, au contraire, nous affaibliraient. Un mouvement politique solide assume le rapport de forces. Cela vaut également à l'égard d'une extrême gauche dont l'audience révèle un mal être social à prendre en compte.

Nous devons convaincre des citoyens souvent désespérés que le levier du réformisme est seul porteur de progrès, là où des appareils politiques strictement réfugiés dans l'incantation assument une forme d'impuissance. L'opposition stérile entre un idéal sans pratique et une pratique sans idéal, n'offre en vérité aucune perspective. Ce n'est ni dans la rhétorique de la gauche extrême, ni dans un Parti socialiste qui renierait ses valeurs que nous construirons notre avenir.

Oui, nous devons changer. Barack Obama a soulevé un espoir considérable aux Etats-Unis autour de cette idée-là : le changement. Que les socialistes français, eux aussi, lui rendent son sens et sa portée, et qu'ils donnent à tous des raisons de croire en un autre avenir. La France dispose de nombreux atouts. Il n'y a donc pas de fatalité. Seuls l'immobilisme et la passivité sont source de déclin. Les Français ont la capacité de trouver une réponse collective aux défis contemporains. Nous avons la volonté que le Parti socialiste joue un rôle clé dans cette démarche de progrès. Celle-ci désigne à la fois la promotion de l'égalité réelle des chances, l'accompagnement de l'autonomie durable des individus et des familles, la construction d'un Etat moderne et efficace, mais aussi un mode de développement respectueux de la planète et de son avenir. S'y intègre également une vie culturelle que l'actuel pouvoir ignore tragiquement, alors qu'elle est au cœur de l'identité d'une société et de son degré de civilisation.

Les citoyens français aspirent à une participation politique plus active, comme dans beaucoup d'autres pays. L'exigence civique tend à passer de la concertation à la négociation et de la négociation à la codécision. Les technologies numériques et Internet ont ouvert un extraordinaire espace de libertés : libertés de s'exprimer, d'accéder à l'information et au savoir, mais aussi de créer et d'innover. Cette société de la connaissance ouverte, que les socialistes appellent de leurs vœux, transforme en profondeur les relations entre militants, sympathisants et citoyens. Les réseaux d'échange et de discussion dessinent les contours d'une élaboration politique d'un genre nouveau que le Parti socialiste ne peut pas ignorer. Il doit au contraire s'engager sur la voie d'un nouveau style de travail collectif associant expertise, expérience et militantisme, donnant un statut clair et précis aux sympathisants et travaillant sans concession sur les sujets les plus exigeants. Il doit faire appel aux *think tanks* progressistes, publier des livres blancs, les mettre en débat sur Internet, et organiser d'authentiques délibérations politiques qui débouchent sur des décisions des instances légitimes de notre parti. Celui-ci doit être un parti de militants et non de supporters. Il doit, dans le même temps, s'ouvrir aux nouvelles revendications, proposer des procédures attractives à nos concitoyens qui veulent s'engager et débattre sans adhérer, il doit écouter et comprendre la société d'aujourd'hui avec ses contradictions, ses attentes et ses espérances. Le moment est venu.

L'esprit dans lequel nous abordons le congrès de Reims est à la fois humble, déterminé et résolument collectif comme l'illustre l'élaboration même de cette contribution : nous avons choisi de partager notre expérience et nos convictions avec loyauté, d'identifier les défis avec clarté et de chercher des solutions avec honnêteté. Nous n'avons pas d'adversaire dans le Parti. Mais nous avons un but : préparer le retour de la gauche au pouvoir, pour mieux servir les Français.

Première partie

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL DANS L'ERE DE L'INNOVATION ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

Les mutations sociales, économiques et environnementales qui caractérisent le temps présent justifient, plus que jamais, le retour d'une volonté politique au service de décisions fortes. Nous voulons que la gauche soit l'instrument de ces changements. Non pas en se contentant d'improvisations stériles, comme l'illustre l'actuel gouvernement. Mais en se donnant les moyens d'une action en profondeur, programmée, cohérente, s'appuyant sur une puissance publique redynamisée ainsi que des marges de manœuvre restaurées. Le PS doit être le lieu où s'élaborent les conditions d'une justice sociale effective dans l'ère moderne. La priorité est celle de l'emploi, de la croissance et du développement durable, sans lesquels toute ambition de progrès reste illusoire. Pour y répondre, notre famille doit être à l'avant-garde d'un projet de société mettant en cohérence les objectifs d'égalité réelle, d'innovation et d'excellence écologique.

1. Conditions de travail et salaire : inventer les nouveaux droits du salarié.

Alors que la gauche a toujours été le parti du travail et des salariés, voici que Nicolas Sarkozy traite le Parti socialiste comme le refuge des assistés et prétend représenter la France qui se lève tôt. Nous devons dénoncer cette imposture, mais aussi inventer un nouveau modèle capable d'apporter aux salariés une sécurité accrue. Il est temps d'infléchir vigoureusement l'évolution du capitalisme financier qui vise à faire des salariés la « variable d'ajustement » d'une économie dérégulée.

Les pays scandinaves ont ouvert des pistes en adoptant un modèle fondé sur des principes clairs : une plus grande flexibilité pour les entreprises, mais en contrepartie, une véritable indemnisation du chômage et surtout un dispositif très puissant de formation professionnelle individualisée pour permettre à ceux qui cherchent un emploi de se réinsérer rapidement sur le marché du travail.

Mais, il nous faut l'affirmer avec force : il ne peut être question d'accroître la flexibilité sans ouvrir aux salariés un droit effectif à la formation professionnelle tout au long de la vie. Ce droit universel et attaché à la personne devrait prendre la forme d'un compte individuel avec « droit de tirage » tout au long du parcours professionnel. Car c'est bien à cette échelle que doit désormais être pensée la problématique du temps de travail. Et non pas en démantelant les 35 heures, comme le fait le gouvernement dans le projet de loi sur la représentativité en trahissant les accords entre partenaires sociaux, en faisant la part belle à la flexibilité et en renvoyant à plus tard la sécurité des salariés. Pire, en faisant des accords dans l'entreprise la base de la fixation de la durée du travail, il atteint tous les dispositifs collectifs mis en œuvre depuis des décennies.

Nous devons aussi, dans les années qui viennent, imaginer des solutions et des réformes sur d'autres sujets relatifs à l'emploi : celui de la précarité de certains contrats de travail, celui de l'entrée des jeunes sur le marché du travail avec des situations scandaleuses comme l'enchaînement sur des années de stages qui n'ouvrent pas de droits à la retraite faute de cotisations, celui de la pénibilité de certains métiers et des relations sous toutes leurs formes entre l'emploi et la santé des salariés. C'est un devoir pour les socialistes. Car au cœur des inégalités de revenus, se trouve l'inégalité de l'emploi. 1,2 millions de salariés à temps partiel effectuent en moyenne 13 semaines de travail dans l'année, à raison de 22 heures par semaine. La plupart sont des femmes qui subissent ainsi sous-emploi et sous-salaire. Après avoir porté, il y a dix ans, le combat de la durée du travail, le Parti socialiste doit à présent concentrer ses efforts sur la lutte contre la pénibilité, contre le temps partiel subi, et contre tout ce qui ôte sa dignité au travail : il doit se battre pour la qualité de l'emploi.

2. Créer les conditions d'une croissance solide, pour relancer emploi et pouvoir d'achat.

A. Une démocratie sociale dynamisée.

La question du pouvoir d'achat est lancinante en France depuis le décrochage de la croissance au début des années 2000 et la déformation du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits. Sur cette problématique que nous partageons avec d'autres pays européens comme l'Allemagne, les solutions prônées par la droite sont inefficaces. L'augmentation des heures supplémentaires et leur exonération de charges sociales ne sont qu'un prétexte pour démanteler l'acquis des 35 heures. Quant à la relance de l'intéressement et de la participation, elle ne concerne qu'une minorité de salariés et ne profite réellement qu'aux revenus les plus élevés.

Une première mesure s'impose : conditionner les aides aux entreprises, et particulièrement les exonérations de charges, à l'engagement et à l'aboutissement de négociations salariales. Nous proposons en outre la réduction de ces avantages pour les entreprises et les branches professionnelles dont les salaires minimums conventionnels restent inférieurs au SMIC. De même, nous prôtons une action énergique sur les hautes rémunérations, avec en particulier, la limitation stricte des « parachutes dorés ». La relance du pouvoir d'achat passe aussi par la création de nouveaux emplois, notamment dans les secteurs de la distribution ou des services à la personne, qui représentent des gisements très importants. L'objectif de justice sociale doit également conduire à mieux utiliser l'outil de la fiscalité. Ainsi, la prime pour l'emploi avait ouvert la voie ; poursuivons-la en explorant la piste d'un impôt négatif déjà mis en œuvre avec succès dans certains pays étrangers.

La démocratie sociale est essoufflée, à l'image de notre démocratie représentative. Les organisations patronales et syndicales souffrent d'un déficit de représentativité avec le taux de syndicalisation le plus bas d'Europe (9% des salariés au total, contre 38% en moyenne européenne). Un tiers des salariés travaille en outre dans des entreprises où n'existe aucune instance représentative. Nous devons changer les règles et la pratique du dialogue social : les salariés y gagneront en protection et notre économie en capacités d'adaptation. Commençons par renforcer les syndicats dans leur représentativité et donc dans leur légitimité à négocier et à conclure des accords.

Tous les salariés doivent pouvoir être représentés, quel que soit le statut et la taille de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. La démocratie sociale passe aussi par un pouvoir accru des salariés dans l'entreprise, face à celui des actionnaires. Une représentation syndicale des travailleurs dans les conseils d'administration ou dans les conseils de surveillance des grands groupes leur donneraient accès aux informations décisives, leur permettant de peser à temps sur les choix stratégiques de l'entreprise (emploi, développement, conditions de rémunération des actionnaires et des salariés).

Enfin, il faut élargir le dialogue dans l'entreprise à de nouvelles thématiques comme la responsabilité sociale.

B. Le choix de l'Innovation et de la Connaissance.

Dans la compétition mondiale, nous étions hier concurrencés par les pays émergents sur des produits de base ou à faible valeur ajoutée. Nous le sommes désormais sur des produits « moyen de gamme ». Nous le serons demain sur tous les segments de l'économie. Nous devons donc faire face à cette nouvelle donne.

L'avenir des pays développés se jouera sur le maintien d'une avance technologique et d'une forte capacité d'innovation, d'invention de nouveaux produits, ce que les économistes appellent la « frontière technologique ». Cela nécessite d'investir massivement dans le capital humain. La nécessaire mutation de l'économie française doit s'articuler autour de l'innovation et de la recherche, mais aussi d'une amélioration sensible du niveau de formation de la population.

Nous considérons donc comme prioritaire d'accroître l'effort collectif de la nation en portant à 3% de notre PIB le budget de la Recherche (contre 2,1% actuellement). La reconversion du paquet fiscal, dont les 15 milliards d'euros bénéficient actuellement aux plus riches des Français, y suffirait.

Concrètement, cette volonté nécessite d'abord de réformer le système d'enseignement supérieur et notamment l'université.

Un quart des étudiants quitte aujourd'hui l'université sans le moindre diplôme. Les handicaps de l'université résultent principalement de l'organisation des formations et surtout des faibles moyens mobilisés qui ne lui permettent pas d'accueillir les étudiants dans de bonnes conditions matérielles et pédagogiques. Le financement de l'enseignement supérieur est trop faible en France, soit environ 1,1% du PIB contre plus de 2 % dans plusieurs grands pays dont les Etats-Unis. Les moyens de l'université française doivent donc être renforcés, avec pour objectifs d'atteindre progressivement 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur, et de revaloriser légitimement la carrière, la rémunération et les conditions de travail des enseignants chercheurs. Cette évolution doit venir d'un soutien accru des pouvoirs publics (Etat, Régions et communes), mais aussi de fonds privés, notamment à partir de partenariats avec les entreprises dans le cadre des contrats de recherche et de formation continue.

Par ailleurs, nous croyons nécessaire de décloisonner les systèmes de formation actuels. Nous manquons d'universités puissantes, pluridisciplinaires, regroupant des formations d'excellence et des laboratoires de premier plan. Cette politique ne sera possible que si les établissements d'enseignement supérieur bénéficient d'une autonomie réelle leur permettant de rendre le maximum d'arbitrages stratégiques sans un accord préalable systématique de l'Etat.

Celui-ci doit concentrer son rôle sur l'impératif d'égalité entre les universités. Ce qui n'est nullement contradictoire avec beaucoup plus de souplesse dans l'usage des crédits publics et privés qu'elles reçoivent. Comme pour les collectivités territoriales, l'université moderne doit avoir les moyens d'arbitrer entre les dépenses de fonctionnement, de personnels et d'investissement.

Nous considérons enfin que le soutien social indirect aux étudiants demeure insuffisant dans notre pays (logements, restauration, ...). Face au renoncement de l'Etat, ce sont les collectivités locales qui, pour l'essentiel, assument les principaux investissements. Il serait donc logique de leur confier la responsabilité de cette politique. De même, nous proposons de favoriser la mobilité - nationale et internationale - de nos étudiants par la mise en place d'infrastructures dédiées à la vie étudiante (logements, restauration, sport, vie culturelle, santé, ...).

C. Reconfigurer notre appareil productif

Si l'économie française peut s'appuyer sur de grands groupes aux performances mondiales, ses PME sont trop souvent négligées, alors qu'elles représentent un enjeu stratégique. Notre croissance et l'emploi qui en résulte ne sont pas l'apanage des grandes entreprises du CAC 40. Or, en France, les PME qui représentent 69% de l'emploi salarié marchand et 62% de la valeur ajoutée connaissent une faible croissance. Leur taille originelle stagne souvent, alors qu'elles prospèrent dans d'autres pays, en Allemagne, en Suède et plus encore aux Etats-Unis. Une étude récente de l'OCDE montrait qu'après quatre années d'existence, l'emploi dans les PME survivantes n'avait progressé que de 15% en moyenne en France alors qu'il avait augmenté deux fois plus vite dans les autres grands pays développés. En d'autres termes, la prime aux activités du passé demeure élevée, faute de politiques publiques innovantes en faveur des PME. Ajoutons que le nombre de chercheurs en entreprises est notoirement insuffisant dans notre pays (38 pour 10 000 emplois contre 67 en Suède, 72 au Japon et 73 aux Etats-Unis). Favoriser la création et la croissance des PME constitue donc un défi majeur pour l'économie française et son impact sur les marchés internationaux. Pour y parvenir, il faut une action publique forte qui facilite la fluidité du marché du travail en direction des nouvelles PME, finance efficacement la création des petites entreprises innovantes, développe le capital risque et fasse également fonctionner une sorte de « Small Business Act » qui dirigerait, comme dans d'autres pays développés, une partie des contrats et marchés publics vers les PME. Les pistes ne manquent pas. Parmi elles, l'instauration d'un crédit impôt recherche avec enveloppe spécifique pour les PME innovantes. On peut aussi envisager d'augmenter les moyens des pôles de compétitivité, et de financer les PME par fonds de garantie. Nous proposons également la création d'un Fonds d'Etat adossé à la Caisse des Dépôts, qui aurait précisément vocation à soutenir les PME innovantes mais aussi, de façon plus large, à intervenir en tant qu'instrument d'une politique industrielle.

3. Un nouveau modèle de développement.

L'ère de l'après pétrole a commencé : les ressources disponibles s'épuiseront à l'horizon 2050. Parallèlement, la « crise silencieuse » de la biodiversité se poursuit à un rythme extrêmement rapide, plus de 15 000 espèces vivantes sont aujourd'hui menacées d'extinction. Les pollutions - de l'air, de l'eau et des sols - s'accumulent, constituant de véritables enjeux de santé publique. L'accès à l'eau s'avère de plus en plus problématique, en particulier dans plusieurs pays du Sud, alors qu'au Nord, c'est la détérioration des nappes qui sévit. Enfin, la crise alimentaire internationale révèle l'incapacité de notre modèle de développement à nourrir une bonne part de l'humanité livrant même les denrées alimentaires à la spéculation. Cette situation exige des actes et non plus de simples effets d'annonce, comme l'illustre encore récemment le Grenelle de l'environnement. Les mesures significatives qu'il intégrait à l'origine ont été soit repoussées soit abandonnées, à commencer par la réflexion sur une fiscalité écologique inédite mettant en oeuvre des incitations fortes et donnant tout son sens au principe pollueur-payeur.

Pour les socialistes, le temps de la « sous-traitance » de la question environnementale est donc révolu. Le socialisme doit assumer sa double identité : sociale et écologique, les deux étant désormais étroitement imbriqués. En effet, ce sont toujours les plus fragiles socialement qui sont les premières victimes de toutes les formes d'atteinte à l'environnement : exposition aux événements climatiques exceptionnels, aux nuisances sonores (aéroports, autoroutes, voies ferrées), aux produits dangereux dans le cadre professionnel, ou aux pollutions dans la vie quotidienne.

Dans cette optique, deux grands secteurs doivent mobiliser une action d'envergure : le logement et les déplacements. Les pistes d'économies d'énergies sont nombreuses et doivent être largement explorées : réduction des gaspillages, éco-conception, réflexion sur les distances habitat/travail. Ne sous-estimons pas le réel potentiel de création d'emplois (non délocalisables de surcroît) associé à cet enjeu : habitat et déplacements mais aussi traitement des déchets ou tourisme écologique peuvent contribuer à une nouvelle croissance. Les socialistes, en tout état de cause, ne sont pas adeptes de la « décroissance ».

Nous considérons la filière nucléaire française comme un atout qui assure 85% de la production de notre électricité. Nous ne sommes donc pas partisans d'une « sortie du nucléaire ». Ce choix s'intègre pleinement à notre volonté de limiter le recours aux énergies fossiles et de faire baisser les émissions de CO₂. Bien entendu, le développement de la filière nucléaire française doit se concevoir dans une absolue exigence en terme de transparence, de sécurité et de démocratie. Et cette option va évidemment de pair avec une volonté assumée de diversification des sources d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique...). Or, la part de ces énergies dans la consommation nationale d'électricité diminue : 12,1% en 2006, contre 16,2% en 2001. Les socialistes doivent proposer un plan d'investissement pluri-annuel massif dans les filières éolienne et solaire.

Pour les professionnels, comme pour les particuliers, durement atteints par l'augmentation sensible des prix de l'énergie, il faudra concevoir des aides à l'investissement dans des outils de travail et des moyens de transport plus économes (véhicules particuliers plus adaptés, ferroutage...) et moins polluants.

L'Etat devrait d'ailleurs inciter les sociétés pétrolières, bénéficiaires de super-profits, à s'y associer, en conditionnant légitimement ses aides à un engagement significatif de leur part.

Sur tous ces sujets, nous estimons bien entendu que l'Europe doit être à la fois levier et accélérateur. En effet, l'efficacité de ces mesures pourra être décuplée si elles sont mises en œuvre dans toute l'Union et si elles fondent ainsi un grand programme d'investissements publics. L'Europe a donc vocation à mieux mobiliser et coordonner des programmes de recherche sur le développement durable et ses applications industrielles. Elle devrait d'ailleurs se doter d'une véritable politique industrielle pour conquérir ces marchés. Le Parti Socialiste devra proposer au PSE de faire de l'investissement dans le développement durable un axe majeur de la campagne aux élections européennes de 2009.

4. Une ambition sociale qui produit des effets.

Dans une société où les inégalités se creusent, opposer le principe d'égalité formelle à tout traitement différencié revient de fait à les accentuer. Nous assumons les mesures positives de promotion de l'égalité des chances quand elles sont justifiées et proportionnées car nous savons qu'il est nécessaire d'appliquer un traitement modulé à des situations sociales, économiques, géographiques distinctes.

-Nous avons une obligation de résultat sur le *logement*, premier poste de dépense des ménages et enjeu national de cohésion et de justice sociale. La Fondation Abbé Pierre estime à plus 3 millions, le nombre de personnes aujourd'hui pas ou mal logées. Les dispositifs fiscaux dits Robien ont conduit à une forte construction neuve sur des catégories de logements privés qui ne correspondent pas à la demande de la majorité des Français. L'impératif est au contraire de construire chaque année au moins 120 000 logements sociaux pour rattraper un retard insupportable. Nous affirmons notre volonté d'agir sur tous les leviers disponibles. Certes, les lois existent, mais elles sont soit insuffisantes, soit trop rarement appliquées. Ainsi, la loi de 1994 (renforcée par la loi sur le droit au logement opposable qui fait obligation aux communes d'avoir un nombre minimum de places d'hébergement d'urgence par habitant) est bafouée par plusieurs municipalités de droite. L'objectif de 20% de logements sociaux, fixé par la loi SRU de décembre 2000, ne l'est pas davantage. Sur les 682 communes françaises assujetties à ce texte, 519 ont préféré, non sans cynisme, verser des pénalités financières. Il faudra donc multiplier au moins par cinq ces sanctions financières, aujourd'hui dérisoires, pour les municipalités qui s'obstinent à ignorer la loi. Nous devons en outre garantir le financement du « plan banlieues », et sauver le livret A, outil essentiel auquel le gouvernement a gravement porté atteinte. Enfin, il est indispensable de redéployer les crédits du logement pour élargir l'offre et parvenir à une continuité entre les marchés (locatif privé, locatif social, accession aidée, accession libre). Enfin, nous ne devons négliger aucun outil destiné à maîtriser la progression des loyers du secteur privé, notamment lors de la relocation.

-L'école doit cesser de favoriser la reproduction sociale. Aujourd'hui encore, la moitié seulement des enfants d'ouvriers obtiennent le baccalauréat contre 90% des enfants des cadres et enseignants. Reconnaissons que ni la carte scolaire, contournée par les multiples dérogations, ni les ZEP, dont les moyens sont limités, ne permettent de garantir une véritable égalité des chances. D'après les dernières estimations disponibles, réduire à dix huit élèves la taille de certaines classes en CP et en CE1 en ZEP permettrait de diminuer d'environ 40% les différences de niveau des connaissances acquises. Les procédures d'affectation des enseignants et leur rémunération devront également être modifiées. Revaloriser le statut de l'enseignant, lui rendre toute sa noblesse, et lui donner, dans la société toute la place qu'il mérite, ce doit être l'un des objectifs essentiels de la gauche. Afin de lutter contre les discriminations sociales et territoriales, nous proposons enfin que les meilleurs élèves de chaque lycée français - y compris ceux implantés dans des zones rurales ou dites « sensibles » - puissent accéder, chaque année, aux classes préparatoires des grandes écoles. 50% de ces places pourraient être réservées à cet effet, le reste continuant à être attribué classiquement sur dossier.

- Parce que nous devons répondre à des besoins toujours plus nombreux, la situation financière et matérielle des *familles* doit être mieux prise en compte pour l'attribution des prestations sociales et l'accès aux services collectifs.

La mise sous condition de ressources des allocations familiales doit être recherchée, les foyers les plus aisés bénéficiant aujourd'hui des mêmes avantages que ceux qui, issus des couches moyennes ou modestes, en ont davantage besoin.

Les dépenses de solidarité constituent, dans ce cadre, un investissement indispensable si nous voulons être compétitifs ; elles sont socialement justes et économiquement efficaces. Une meilleure couverture des risques de la vie renforce la productivité des salariés, ce qui légitime que les entreprises contribuent à son financement. Offrir à chaque famille une solution de garde pour son ou ses enfants en bas âge, favorise l'activité professionnelle des femmes et influe positivement sur le parcours scolaire des futurs élèves.

- Les *solidarités intergénérationnelles*, d'abord. En 2020 2,5% du PIB devront être mobilisées pour financer les retraites et accompagner 1,2 millions de personnes dépendantes. Préserver nos régimes de retraite par répartition peut impliquer, à terme, le passage à 41 annuités, mais à plusieurs conditions : d'abord, l'application d'objectifs volontaristes, négociés avec les partenaires sociaux, sur l'emploi des seniors, particulièrement faible en France (38% contre 48% en Allemagne). Ensuite, la prise en compte de la pénibilité des emplois successifs dans le parcours professionnel, qui devrait donner droit à des trimestres de bonification. Enfin, la prise en considération des inégalités en terme d'espérance de vie. Il revient aux socialistes d'étudier également d'autres solutions comme l'augmentation des cotisations patronales ou l'abondement du Fonds de réserve des retraites par le produit de cessions patrimoniales de l'Etat. De même, 3 milliards d'euros échappent chaque année au financement de la solidarité nationale, les stocks-options distribuées gratuitement dans les entreprises étant exonérées de charges sociales. La prise en charge de la dépendance quant à elle, reposer sur un engagement solidaire de tous. De nouveaux dispositifs de solidarité seront mis en place, donnant la priorité aux plus démunis généralement isolés et sans soutien familial. On pourra envisager notamment la création d'un service civique qui serait proposé dans des secteurs très divers (soutien scolaire, aide aux personnes âgées, environnement, etc).

- Les *solidarités face à la maladie*, ensuite. Notre système d'assurance maladie ne parvient plus à garantir l'égalité de tous face à la santé. Chaque année, pour des raisons financières, de nombreux Français renoncent d'ailleurs à se soigner. Cette situation est d'autant moins acceptable que le niveau des dépenses d'assurance maladie est élevé, s'aggravant sous l'effet des réformes de la droite.

Ces inégalités sont aussi la conséquence des caractéristiques de notre système de santé. La répartition géographique et par secteur de tarification des professions médicales, ainsi que le faible niveau de prévention et d'information pénalisent les populations les plus fragiles. Alors même que le niveau de prise en charge des dépenses par l'assurance maladie diminue régulièrement, près de 10% des Français sont toujours dépourvus de complémentaire.

Il appartient aux socialistes de réaffirmer les principes fondateurs de notre système d'assurance maladie. La prise en charge du risque maladie doit être solidaire et donc universelle et obligatoire, le recours aux assurances individuelles devant demeurer marginal. Mais la réorganisation de notre système de soins doit être notre priorité. Une meilleure conciliation entre les principes de la médecine libérale et une prise en charge solidaire des dépenses maladie doit être recherchée sans tabou. Aujourd'hui, nous observons que de nombreuses zones rurales ou urbaines défavorisées affrontent déjà une désertification médicale, l'installation des professionnels de santé se faisant sans régulation aucune, dans des secteurs souvent déjà excédentaires. L'assurance maladie doit donc pouvoir mieux organiser la répartition territoriale de l'offre de soins. Il faut aussi veiller à ce qu'une médecine de qualité soit accessible à tous en renforçant la prévention et l'information des patients dans le cadre de centres spécialisés du type Maison de santé.

- Les *solidarités entre territoires*, enfin. Qu'il s'agisse des quartiers urbains en difficulté ou de certains territoires ruraux, leurs habitants se sentent souvent exclus de l'écriture de notre avenir commun. Dans « les banlieues », l'Etat doit évidemment faire respecter l'ordre public mais aussi assurer une présence forte sur place, à travers deux axes décisifs : d'une part, une qualité de vie accrue qui implique des interventions nouvelles en terme d'habitat, d'urbanisme et d'architecture, et d'autre part une dynamisation du potentiel humain et économique de ces espaces, trop souvent réduits à leur image de « quartiers sensibles ». Une nouvelle étape de la « politique de la Ville » doit donc être mise en œuvre, passant notamment par des contrats d'objectif, régulièrement évalués, entre l'Etat, le système de formation initiale et permanente, les collectivités territoriales et les entreprises associées. Répondre à cette urgence n'est pas seulement une obligation morale, c'est l'intérêt de la collectivité. Une solidarité territoriale moderne doit aussi permettre à la ruralité de contribuer au développement du pays. Les technologies de la communication et l'essor des moyens modernes de transports offrent des solutions pour surmonter les handicaps (éloignement, faible densité de population) et valoriser des atouts spécifiques. L'objectif n'est pas de se référer à la notion traditionnelle « d'aménagement du territoire », mais d'élaborer une politique offensive, fondée d'abord sur une juste péréquation des ressources. L'espace et la qualité de l'environnement représentent de véritables avantages comparatifs pour l'implantation d'activités du secteur de la santé, des loisirs ou de l'éducation. Donner les moyens à ces territoires de valoriser leur potentiel, implique également l'approfondissement d'un véritable dialogue entre départements, régions mais aussi entre métropoles et territoires ruraux afin de valoriser leurs complémentarités.

- Des moyens pour une ambition sociale : *réhabiliter l'impôt*. Pour pouvoir agir, investir, redistribuer, protéger, nous devons d'abord sortir de la situation d'impuissance budgétaire à laquelle la droite a conduit notre pays: quand la dette publique atteint 64 % du PIB, quand notre déficit continue de se creuser (2,7% en 2007, 2,9% prévu cette année, 3% en 2009), reportant sur les générations futures le financement d'une part croissante de nos dépenses courantes, chacun peut comprendre que la puissance publique n'a plus les moyens d'assumer sa mission. Il faut oser changer. La diminution du nombre de tranches de l'impôt sur le revenu, la création de 70 nouvelles niches fiscales, l'instauration du bouclier fiscal et la quasi suppression de toute imposition pour 95 % des successions, tout cela a coûté environ 80 milliards d'euros aux finances publiques, soit deux fois le montant du déficit de l'Etat !

Notre système fiscal doit redevenir progressif : l'impôt sur le revenu ne représente en France que 17% des recettes de l'Etat alors qu'il en représente 53% au Danemark et même 42% aux Etats-Unis. Ce sont les impôts indirects qui financent les services collectifs alors que le poids de l'impôt sur le revenu est particulièrement réduit. Une réflexion sur la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG en un prélèvement unique progressif devra donc être menée par les socialistes. Il faudra aussi rééquilibrer la taxation du capital et du travail en faisant porter la taxation du capital non seulement sur les revenus annuels mais aussi, une fois par génération, sur le patrimoine pris dans son ensemble dans le cadre de droits de successions progressifs.

Voilà des décennies que la France vit à crédit : cela suffit. Nous devons appliquer à l'Etat et à la sécurité sociale le même principe de bonne gestion qui prévaut déjà pour les collectivités locales : l'emprunt ne doit servir qu'à financer les investissements. Et précisément notre pays souffre d'un grave déficit d'investissements. Plus que jamais, notre pays a besoin de la régulation d'un Etat fort, au service de la justice sociale.

Deuxième partie

DE NOUVELLES LIBERTES PUBLIQUES POUR UNE DEMOCRATIE MODERNE

La liberté doit avoir son garant, et la justice son artisan : nous croyons au pouvoir de l'Etat, c'est-à-dire en l'affirmation d'une puissance publique régulatrice et équitable, qui sache opposer aux excès des appétits individuels la voix de l'intérêt général. Nous sommes pour l'épanouissement des individus, pour le développement des entreprises, débarrassées de contraintes inutiles. Mais nous sommes convaincus que, sans une autorité qui émane de la collectivité tout entière et qui la représente, la liberté devient un but illusoire. Car la liberté véritable n'est garantie que par la loi, c'est-à-dire « *l'expression de la volonté générale* », qui, selon les termes de la Déclaration des droits de l'homme, est « *la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* ».

1. Bâtir un Etat social prévoyant.

La gauche doit s'assigner pour tâche de bâtir un Etat social prévoyant, dynamique et anticipateur, qui s'appuie sur les partenaires sociaux pour créer par la négociation, les conditions d'une société de travail pour tous. Cet Etat stratège, doit être garant des solidarités sociales et territoriales et accompagner l'initiative, la responsabilité et l'innovation. Cet Etat moderne qui protège et régule, doit avoir le courage de se réformer et, en concertation avec tous les acteurs concernés, faire évoluer en permanence le service public afin de répondre efficacement à l'évolution des besoins.

Bâtir cet Etat prévoyant constitue bien une frontière décisive entre la gauche et la droite. Car il faut réformer l'Etat et non l'affaiblir.

2. Décentraliser au service d'une puissance publique protectrice

L'Etat ne peut plus prétendre tout faire. La décentralisation, acquis historique de la gauche, a été guidée par une aspiration profondément démocratique : rapprocher le pouvoir du citoyen. Près de 25 ans plus tard, le bilan de cette réforme est clairement positif. Aujourd'hui, 70% des investissements publics français sont réalisés par nos collectivités. Depuis 2002, la droite a dévoyé l'esprit de la décentralisation. Elle s'est déchargée sur les collectivités de certaines dépenses nationales qu'elle ne voulait plus assumer, à l'exemple du RMI. Dans le même temps, ses réformes fiscales ont appauvri les collectivités et réduit leur autonomie.

Et pourtant la décentralisation n'est pas une menace pour l'Etat. Elle est un outil pour renforcer la puissance publique, en lui donnant des moyens plus importants, une présence plus efficace, et surtout plus proche des citoyens. Il faut aujourd'hui passer à une nouvelle étape de la décentralisation, en particulier au service des villes où vit 77% de la population. Fort de l'expérience de ses milliers d'élus locaux, qui innovent et gèrent en fidélité à leurs valeurs, le PS devra promouvoir cette nouvelle avancée de la décentralisation. De véritables transferts de compétences peuvent être envisagés. D'abord en faisant évoluer la fiscalité locale.

Cette réforme devra porter à la fois sur la taxe professionnelle - dont il faut pouvoir mutualiser davantage le produit à l'échelle des bassins d'emplois et élargir l'assiette – et sur la taxe d'habitation qui, associée à une révision des bases locatives, doit être profondément transformée afin d'améliorer la prise en compte des revenus dans la fiscalité locale.

3. Défendre et étendre les libertés individuelles et les nouveaux droits

La philosophie des Lumières et le libéralisme politique, inspirateurs de notre socialisme, sont aux sources d'un combat pour l'émancipation, toujours inachevé. Le projet de « loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure » vient nous le rappeler, avec son cortège d'espionnage informatique, d'atteintes à la vie privée et d'obstacles à la libre enquête des juges d'instruction. Oui, il y a aujourd'hui, dans notre pays, de nombreuses libertés nouvelles à conquérir.

-Accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales. Tant d'habitants de nos communes, résidant en France depuis des années, s'acquittant de leurs impôts locaux, n'ont pas le droit de donner leur avis quand il s'agit de choisir les représentants de la collectivité.

-Imposer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Selon les chiffres publiés en février 2008 par l'Observatoire des inégalités, en France le salaire des hommes, est, en moyenne, supérieur de 37% à celui des femmes. Il ne suffit pas de dire que nous ne l'acceptons pas, il faut prévoir les évolutions législatives nécessaires. Et affronter le sujet de l'inégal accès des hommes et des femmes aux postes élevés dans les entreprises.

- Accorder, enfin, à tous les couples, qu'ils soient homosexuels ou hétérosexuels, le droit de se marier, comme celui d'avoir des enfants. Nous devons dépasser cette situation anachronique qui confond l'organisation de la société d'aujourd'hui avec le maintien des règles morales d'autrefois.

- Faire avancer le droit à mourir dans la dignité. Ce n'est pas respecter la vie que d'exiger de ceux qui n'ont plus rien à attendre d'elle qu'ils la subissent contre leur gré. Les socialistes devront légaliser l'euthanasie, en s'inspirant de la Belgique et des Pays-Bas où cette mesure a permis de mettre fin à des euthanasies dissimulées.

4. Refonder le pacte républicain

A. Démocratiser nos institutions. Les institutions de la cinquième République sont sans doute une garantie de stabilité, mais elles portent en elles les germes d'une dérive monarchiste, loin d'un véritable régime présidentiel. Nous, socialistes, ne nous reconnaissons pas dans cette pratique d'un pouvoir, autocrate et narcissique, qui n'a pour limites que celles qu'il veut bien s'imposer à lui-même. Une démocratie, c'est d'abord un Parlement souverain, qui vote la loi et qui contrôle le Gouvernement. Il faut le renforcer et le rendre plus représentatif de la réalité du peuple en instillant une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif. Il faut également réformer le Sénat, afin que l'alternance y soit enfin possible : nous voulons faire de notre seconde Chambre une authentique assemblée qui représente les territoires. Nous prôtons en outre une stricte limitation du cumul des mandats, y compris dans le temps, ainsi qu'un véritable « statut de l'élu », de façon à lui donner les moyens d'être pleinement ce qu'il doit être : un représentant du peuple, efficace. Nous voulons promouvoir une gouvernance plus équilibrée, où le Gouvernement soit vraiment l'instance qui rend des comptes devant les élus du peuple.

B. Réaffirmer la laïcité. La laïcité n'est plus seulement une valeur de référence construite progressivement avec la République. Elle est devenue une condition de notre « vivre ensemble » dans la République. Vivre ensemble avec toutes nos différences qui ne sont plus seulement religieuses comme au début du combat laïque : nos différences sont aussi de genre, d'âge, de conditions physiques, et, évidemment économiques et sociales. Nous devons vivre ensemble dans le respect des différences, qui est une question de liberté et d'égalité, mais qui ne suffit pas à définir la laïcité car le communautarisme aussi « respecte » les différences, en les juxtaposant, en les séparant. C'est pourquoi il faut ajouter que la laïcité impose qu'aucune de ces différences ne dicte sa loi aux autres, parce qu'au-dessus d'elles, il y a ce qui nous unit, la République et l'intérêt général. Dès ses origines, la laïcité a été un combat contre l'immixtion de la religion (catholique en l'occurrence) dans la sphère de l'Etat. Mais elle est aussi une protection pour l'engagement spirituel, un rempart plus actuel que jamais contre les intégrismes et autres fanatismes qui veulent imposer la loi de leurs différences à l'intérêt général. Voilà pourquoi les socialistes ne doivent pas seulement défendre la laïcité quand elle est menacée – et elle l'est aujourd'hui, avec Nicolas Sarkozy - ils doivent aussi la mettre au coeur de leur projet et la faire progresser dans la société.

4. Contre la marchandisation de la culture

Le conflit des intermittents du spectacle comme la rémunération du droit d'auteur à l'ère numérique, a récemment illustré la crise que traverse actuellement le financement de la création dans notre pays.

Le budget de l'Etat consacré à la culture est en berne, le spectacle vivant est en crise, la situation précaire des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel n'est nullement réglée, la mise sous tutelle de la télévision publique est programmée, l'éducation artistique et culturelle à l'école négligée, alors que le Ministère de la culture et de la communication perd son rang.

La réponse de Nicolas Sarkozy est connue, elle a même fait l'objet d'une lettre de mission à sa ministre de la culture dont le maître-mot est « rentabilité ». La droite ouvre ainsi une nouvelle période où l'offre culturelle est incitée à se formater, prétendument au nom des choix supposés du public. La RGPP mise en oeuvre au ministère de la culture s'apparente, plus que dans d'autres secteurs, à un véritable rouleau compresseur. Un pays qui négligerait la création se condamnerait à perdre son âme et son identité.

Les socialistes ont donc le devoir de défendre et de rappeler les grands enjeux de politique culturelle :

- défendre l'emploi culturel, améliorer les statuts, qu'il s'agisse des salariés du spectacle vivant ou des artistes plasticiens indépendants, sécuriser les professionnels pour mieux développer les pratiques amateurs;
- clarifier le cadre de la décentralisation culturelle alors que les collectivités territoriales assurent déjà les 2/3 du financement public de la culture et que leur sont transférées des compétences non financées;
- faire de l'éducation artistique, indispensable si l'on veut conquérir de nouveaux publics, une priorité absolue;

- contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de rémunération des auteurs et des artistes qui amène les puissants acteurs de l'Internet et de la téléphonie mobile à financer la création culturelle de la même façon que la télévision finance la production cinématographique depuis 25 ans, répondre ainsi pour partie à la crise actuelle de la diffusion culturelle.

- agir au niveau européen. La Culture n'est pas une marchandise, mais elle se trouve au centre d'enjeux économiques importants. Le second poste d'exportation des Etats-Unis sont les produits culturels. Une action soudée de l'Union Européenne permettra seule de concurrencer les grands groupes au niveau mondial. D'autre part la culture est désormais le chaînon manquant dans l'apparition d'une identité européenne. Elle devient un élément central de la construction de l'Europe au cœur de la crise qu'elle traverse actuellement.

En matière audiovisuelle, il importe également de favoriser des médias de qualité et de garantir pluralisme et diversité, afin de préserver « *cette fenêtre sur la liberté* » dont parlait François Mitterrand.

Or cette liberté est de plus en plus menacée par une hyper-concentration à l'échelle mondiale: dans l'audiovisuel (les 15 premiers groupes mondiaux contrôlent 60% du marché mondial des programmes), dans le cinéma (les studios américains contrôlent 70% du marché européen) ou encore dans la presse et l'édition.

La politique de la droite consiste, pour l'essentiel, à donner satisfaction aux proches du Président de la République. Elle s'est ainsi attaquée frontalement au service public.

Elle n'a pas pris la mesure des enjeux démocratiques et économiques de la révolution numérique en cours, qui génère une multiplication des supports de diffusion, une diversification des usages et de nouvelles possibilités d'interactivité.

C'est pourquoi les socialistes doivent porter un véritable projet républicain pour l'audiovisuel et les médias en s'accordant sur quatre ambitions :

- Un audiovisuel public fort pour une télévision de qualité, disposant d'un financement réel et pérenne, et d'une nouvelle gouvernance, garantie de son indépendance,
- La garantie du pluralisme et de la diversité (réforme des règles anti-concentration et du CSA, développement des médias associatifs et coopératifs à l'échelon local et régional ; renforcement des droits des journalistes et des salariés des médias),
- La garantie d'accès de tous les Français au meilleur des technologies numériques,
- Le soutien de la création et de l'emploi, en favorisant le développement d'une puissante industrie de programmes, tout en encourageant plus fortement qu'aujourd'hui les initiatives locales et régionales et les projets innovants que génèrent les évolutions technologiques.

5. La sécurité par la justice

La sécurité est une valeur de gauche : elle est un enjeu majeur de cohésion sociale. Regardons les choses en face: la droite a sacrifié les quartiers populaires en affaiblissant tous les piliers de leur sécurité (suppression des services publics, au premier rang desquels la police de proximité, disparition de postes d'éducateurs, baisse des crédits associatifs, entre autres).

Les socialistes devront affirmer avec clarté qu'il n'y a pas en France une ville, pas un quartier, pas une cité où le droit de la République et les exigences de la justice sociale ne doivent s'appliquer.

Cela commence par le rétablissement d'un système judiciaire solide, sans lequel il n'est pas d'autorité possible. Les magistrats, en France, ne sont pas assez nombreux, ils ne sont pas assez rémunérés, ils ne sont pas assez protégés. Un pays où l'on attend pendant des mois, voire des années, qu'un jugement soit rendu, n'est pas vraiment un Etat de droit. La gauche devra veiller, par une politique ambitieuse de recrutements notamment, à ce que les délais de la justice soient raccourcis, et à ce que ses décisions soient appliquées. L'inflation carcérale, en outre, méconnaît la dignité des personnes détenues : il y a aujourd'hui 10 000 prisonniers de plus qu'en 2002, sans aucun résultat sur la délinquance, mais avec pour effet des drames humains dans les prisons françaises, dont l'état est indigne d'un pays civilisé.

Dans le même temps, les délits les moins graves restent souvent sans réelle sanction, avec un risque d'escalade dans la criminalité pour leurs auteurs. Les personnels de justice doivent avoir les moyens d'utiliser une large variété de peines adaptées aux situations individuelles : aucun acte délictueux, quel que soit son degré de gravité, ne doit rester impuni. Les travaux d'intérêt général, les peines alternatives à l'emprisonnement, doivent permettre à la société de signifier aux auteurs d'infractions sa réprobation, tout en leur offrant de réparer leur faute. La réparation, parce qu'elle est un acte positif accompli en direction de la société, est en quelque sorte une première forme d'intégration.

Pour une politique humaine et digne de l'immigration

C'est l'une des questions les plus sensibles à aborder pour les socialistes, humainement, économiquement, socialement, mais aussi du point de vue des droits de l'Homme. Les socialistes doivent affirmer que la France est fière de son ouverture au monde et qu'ils assument l'immigration dans ses trois voies traditionnelles (asile, famille, emploi). La France, en concertation avec les pays européens, doit bâtir une politique d'immigration humaine et raisonnée sur trois piliers :

- Un droit stable, lisible et reposant sur des critères d'accueil précis, qui offre aux immigrés présents et à venir une sécurité juridique, c'est-à-dire la garantie que leur statut ne changera pas, et qui apporte la certitude que l'immigration se développera dans un cadre légal. Ce droit – et notamment la lutte contre les filières d'immigration clandestine - doit être conçu et appliqué avec discernement et humanité. Nous ne voulons pas que la France vive à nouveau ces scènes si blessantes pour sa conscience et qui, sous l'impulsion de Réseau Education Sans Frontières (RESF), avaient largement mobilisé de nombreuses familles : des enfants arrachés de leur cour d'école, sous les yeux de leurs camarades ; un grand-père arrêté, pour être expulsé, à la porte du collège où il attendait son petit-fils. Nous affirmons que chacun, sur le territoire de la République, doit avoir le droit à une vie familiale normale.

- Une véritable stratégie d'intégration. Il faut créer un contrat d'accueil, comportant un suivi et un soutien effectif des migrants, qui créerait un lien plus étroit entre l'étranger en situation régulière et la communauté nationale qui, parce qu'elle ouvre des droits, doit voir ses valeurs respectées par tous. La maîtrise de la langue française et l'accès à la formation sont des priorités ainsi, nous le redisons, que le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.

- la coopération. La France doit saisir la chance économique que représente l'immigration. Aux antipodes de la rhétorique dégradante de « l'immigration choisie ou subie », on peut imaginer un partenariat équitable et respectueux entre pays d'accueil et pays d'émigration. L'immigration sera indispensable pour répondre aux besoins de main-d'œuvre ou relever le défi du vieillissement démographique. La circulation des étudiants et des travailleurs, les échanges culturels et techniques peuvent être facilités, en veillant à ne pas favoriser la fuite des cerveaux, indispensables au développement. Au lieu de fixer des quotas d'immigration rigides et bureaucratiques, l'Etat peut faciliter le recrutement des étrangers sur les secteurs professionnels en tension, notamment avec l'institution de bureaux régionaux d'aide aux entreprises.

Troisième partie

SOCIALISTES AU XXIEME SIECLE

Européens et internationalistes

Européens...

Notre Europe est en crise. Ne laissons pas aux eurosceptiques le monopole de l'analyse critique de ce qui ne va pas aujourd'hui dans l'Union. Cette crise est grave parce qu'elle provient d'un écart grandissant entre les citoyens et l'Union Européenne : le « non » irlandais vient de le rappeler. Dans la seconde moitié du XXème siècle, celle-ci a magnifiquement réussi à imposer la paix et à propager la démocratie. Elle ne sait plus répondre aujourd'hui aux attentes des Européens. L'Union n'apporte pas de solutions aux problèmes quotidiens, parfois même elle paraît les aggraver. L'absence d'anticipation et de réaction aux chocs subis par les pêcheurs en raison de l'augmentation du prix du pétrole est révélatrice. L'Union Européenne manque aussi d'une base populaire car elle ne défend pas suffisamment les intérêts des travailleurs et ne retient pas dans ses priorités la construction d'un espace social européen. Vingt ans après le lancement d'Erasmus, elle n'offre plus aux jeunes de projets pour faire de l'Europe l'espace naturel de leur vie.

Au manque de réalisations concrètes s'ajoute l'absence de perspective. Au XXème siècle, le sens du projet européen était évident: la paix, la démocratie, la prospérité dans la solidarité. Aujourd'hui, le « sens » de l'Europe est moins évident aux yeux de nos concitoyens. Aucun des grands projets proposés au début des années 90 par Jacques Delors pour dynamiser la croissance, l'emploi et la compétitivité n'a été financé. La concurrence par le dumping fiscal et social s'est répandue. L'Union Européenne est minée par le chacun pour soi et ne parvient pas à dessiner des perspectives identifiées, répondant aux inquiétudes des Européens à l'égard de la mondialisation.

Nous ne nous résignons pas à la morosité, à la frilosité, à l'égoïsme. Nous ne pouvons pas nous arrêter quand autour de nous le monde entier est en mouvement. Les peuples européens ont besoin d'une Europe forte qui les protège, qui défende ses valeurs et qui continue à faire entendre sa voix dans un monde dont le centre de gravité se déplace vers l'Asie. En 1984 déjà, François Mitterrand devant le Parlement européen nous alertait: « *Chacun d'entre nos peuples, aussi riche que soit son passé, aussi ferme que soit sa volonté de vivre, ne peut, seul, peser du poids qu'il convient sur le présent et l'avenir des hommes sur la Terre. Ensemble, nous le pourrons. Mais nous sommes dans une phase où le destin hésite encore.* » Hésiterait-il encore longtemps ? Il y a urgence à redonner du sens à l'Union de l'Europe.

Parce qu'il a besoin de régulation, le monde a besoin de l'Europe, face aux défis de ce siècle : le réchauffement climatique, la crise alimentaire, la pauvreté, les migrations de population, les extrémismes, la sécurité collective.

Nous sommes déterminés, avec nos partenaires de la gauche européenne, à construire une meilleure Europe pour renouer le lien avec les citoyens.

Un véritable système de sauvegarde sociale doit être mis en place à l'échelle de l'Europe.

Protéger en mettant en place une réelle solidarité à l'égard des professions frappées de plein fouet par la hausse de l'énergie, à l'égard des salariés et des territoires victimes des délocalisations. Protéger en harmonisant les normes sociales, écologiques et fiscales pour proscrire, entre États membres, la concurrence par le nivellement vers le bas. Un fonds de solidarité européen existe mais personne n'en parle car il est insuffisamment financé pour faire face aux besoins. Des fonds de cohésion ont été créés pour aider les États membres moins développés à rattraper la moyenne, mais les financements sont chichement comptés.

S'armer en développant les grands réseaux matériels et immatériels qui feront de l'Union Européenne un espace unique pour la communication, la recherche, l'innovation. Depuis le livre blanc de 1993 -quinze ans déjà- et l'adoption de la stratégie de Lisbonne en 2000, nous savons ce qu'il faut faire pour hisser l'Europe au premier rang des sociétés de la connaissance et du développement durable. Nous savons aussi pourquoi cela n'a pas été fait : manque de volonté politique pour lancer de grands projets de recherche, mettre en réseaux nos universités et chercheurs, organiser des formations qualifiantes à contenu européen, pour partager les bonnes pratiques ; petitesse d'un budget européen plafonné un 1% du PIB des États membres, c'est à dire au même niveau pour 27 pays que pour 15. Pour permettre à l'Europe de se relancer, réfléchissons aux conditions d'avant-gardes de pays européens décidés à aller plus loin dans cette ambition collective.

Nous proposons que les socialistes européens lors des prochaines élections au Parlement Européen en 2009 se battent pour :

- un budget de l'Union Européenne porté à 1,5% du PIB des États membres.
- la création d'un impôt écologique européen pour que l'Union dispose d'une nouvelle ressource propre.
- un grand emprunt européen pour financer les grands travaux d'infrastructures matérielles et immatérielles ainsi que les projets de recherche fondamentale.
- un nouvel Erasmus qui permette aux jeunes de l'enseignement professionnel d'effectuer une partie de leur formation en alternance dans un autre pays européen. Ce nouvel Erasmus rendrait aussi obligatoire, pour valider un Master, un semestre d'étude dans un autre pays de l'Union. Un délai de cinq ans serait retenu pour organiser les liaisons entre les lycées, les universités, les régions et mobiliser les financements nécessaires pour les bourses étudiantes.
- un salaire minimum européen, différent selon le niveau de développement, et fixé selon les procédures propres à chaque État membre (loi, conventions collectives nationales ou locales), sur la base de critères européens.
- une directive cadre protégeant la spécificité des services publics
- un protocole social garantissant qu'aucune directive ne peut servir à abaisser le niveau des droits sociaux dans un État membre.

L'urgence est aussi que l'Union Européenne donne du sens à son projet pour le XXIème siècle en l'inscrivant dans la mondialisation.

Nous voulons donc qu'elle :

- construise une communauté européenne de l'énergie pour coordonner les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, lutter contre le réchauffement climatique et parler d'une seule voix avec les pays producteurs.

- devienne le pôle de régulation mondiale des marchés financiers (les agences de cotation, les fonds spéculatifs), de la transparence des paradis fiscaux et du combat contre l'argent sale qui finance tous les crimes internationaux, de la traite des êtres humains au trafic de drogue et au terrorisme.
- protège ses intérêts économiques fondamentaux en se dotant des instruments juridiques nécessaires.
- agisse pour la création d'une ONU de l'Environnement
- réunisse les conditions pour réussir l'Union euro-méditerranéenne. Ensemble, l'Europe et le sud de la Méditerranée doivent relever le défi du développement durable, de la maîtrise des mouvements de population, de la crise alimentaire, du réchauffement climatique, des extrémismes et de la sécurité. L'avenir de l'Union méditerranéenne se joue ainsi sur deux tableaux : celui des projets concrets pour répondre aux besoins quotidiens des populations, celui des perspectives politiques pour construire un avenir commun.
- pèse pour la création d'un Conseil de sécurité économique, écologique et social mondial
- agisse afin que l'OMC intègre les normes sociales et écologiques internationales et que celles-ci deviennent contraignantes.

Internationalistes...

La politique étrangère de Nicolas Sarkozy est illisible. Il se rapproche de George Bush au moment même où le peuple américain s'en éloigne. Nous dénonçons la volonté de Nicolas Sarkozy de réintégrer totalement la France au commandement intégré de l'OTAN, sous hégémonie américaine : ce choix, jamais annoncé aux Français avant son élection, entre en contradiction avec l'ambition d'une vraie Défense européenne.

Et dans le même temps, le Chef de l'Etat noue des liens avec des dictateurs engagés depuis toujours dans un combat de haine et de ressentiment dont le principe, si l'on ose dire, s'exprime simplement : la lutte contre les démocraties. Dérouler le tapis rouge pour Kadhafi, inviter Assad à Paris le 14 juillet, s'excuser, dans un quotidien officiel chinois, des manifestations qui ont défendu, à Paris, la dignité du peuple tibétain, tout cela porte atteinte à l'honneur de la France. Et pourquoi s'humilier ainsi devant les ennemis de la liberté ? La realpolitik l'aurait-elle à ce point emporté sur toute autre considération ? Une politique étrangère doit être guidée par des valeurs. Nos valeurs, disons-le, sont aux antipodes du discours de Dakar, et de ses relents colonialistes.

Une diplomatie doit être réaliste, c'est-à-dire qu'elle doit être capable d'identifier les dangers et de nommer les défis. Le système bipolaire de la guerre froide a laissé place à un monde instable et désorganisé où s'affrontent des influences multiples et contradictoires, et où nulle puissance ne peut totalement imposer ses vues. Dans ce monde global et instable, la France doit garder son autonomie de choix et peser de toutes ses forces pour que l'Union Européenne joue un rôle de régulateur mondial, au sein d'un système multilatéral profondément rénové.

Parmi les défis majeurs auquel le monde est confronté, il y a le terrorisme. Cette passion de la mort, qui met le suicide au service du meurtre, est une menace vitale pour tous les hommes libres. Ce n'est pas une « guerre des civilisations », c'est un combat pour toutes les civilisations, dans leur diversité et dans leur dignité. La France devra être déterminée à prendre toute sa part dans la lutte contre le terrorisme, partout où sa présence a un sens et une portée, comme en Afghanistan, mais sur un mandat clairement redéfini, dans le cadre de l'ONU.

Elle devra aussi s'opposer à ce que l'Iran possède l'arme nucléaire. Au nom de la paix et de la liberté des peuples, nous, socialistes, devons faire entendre notre voix sur le conflit israélo-palestinien, autour d'une idée simple : la coexistence de deux Etats souverains vivant dans la sécurité. L'Etat d'Israël, avec lequel nous partageons les valeurs de la démocratie, a été créé au nom du droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est au nom de ce même droit que nous appelons de nos vœux la création rapide d'un Etat palestinien viable.

Nous devons rester fidèles à des alliances qui ont été scellées dans la lutte commune contre l'oppression nazie, et que les défis nouveaux de l'époque continuent de justifier : au-delà des désaccords, les Etats-Unis d'Amérique sont un peuple ami, allié, auquel nous lie une solidarité fondée sur une histoire et des valeurs communes. Mais si nous sommes alliés, nous n'avons pas à être alignés. Il nous faut également reconnaître plus vite que ne le fait le Président de la République, que le monde a changé, qu'il comprend maintenant plusieurs superpuissances, et que, pour peser sur son avenir et pour acquérir une influence sur le cours des choses, il est nécessaire d'avoir d'autres interlocuteurs- notamment l'Inde, qui est la plus grande démocratie du monde, la Chine ou le Brésil, qui doit devenir un partenaire privilégié. Avec l'Afrique, qui fut le continent sinistré du XXème siècle et de la colonisation, nous devons inventer de nouveaux modèles de partenariat, fondés sur le co-développement, des transferts de savoir faire ainsi qu'un essor économique partagé. Les socialistes devront élaborer une diplomatie digne de la France, fondée sur des principes, et sur l'objectif de promouvoir avec nos partenaires la résolution politique des conflits, la démocratie et le respect des droits de l'Homme. Dans un monde coupé entre un nord qui ne sait plus répartir ses richesses et « des » sud confrontés à la pauvreté et aux nouvelles menaces environnementales, cette diplomatie de progrès devra faire vivre une solidarité active, concilier respect, exigence et efficacité, en contribuant au développement social, économique, mais aussi démocratique de nos partenaires.

2. Une identité, un dessein collectif, une ambition pour la France.

Que voulons-nous ?

Réussir un grand congrès socialiste, parce que nous ne pouvons plus retarder le moment de choisir : une identité attractive et crédible, une orientation cohérente et efficace, une stratégie claire pour toute la gauche, un fonctionnement profondément rénové, une direction collective et un chef d'équipe clairement mandatés.

Que faut-il pour y parvenir ?

Des idées, bien sûr. Mais tout autant de la sincérité. Ce grand congrès de Reims, nous le devons aux militants. Ils sont le Parti socialiste et ils ne ménagent pas leur temps ni leurs efforts bénévoles pour le faire gagner. Ils savent bien que notre parti est notre seul outil, notre unique légitimité, notre seule force d'intervention pour changer le cours des choses dans notre pays. Et si beaucoup de socialistes sont inquiets, parfois lassés, à l'aube de notre congrès, c'est parce qu'ils ne veulent surtout pas voir se perpétuer ce qui a abîmé notre force et notre fonctionnement ces dernières années. Il y a urgence à mettre un terme aux dérives vers l'hyper-personnalisation, vers une « présidentialisation » rampante de nos modes de fonctionnement, vers la transformation des courants d'idées – qui ont fait la richesse intellectuelle, collective et démocratique du parti socialiste, et qui ont contribué à le faire gagner en 1981, 1988 et 1997 – en clubs de supporters.

Nous devons veiller à notre cohérence nationale, pour éviter les stratégies à dimension variable, telles que nous les avons encore vues lors des élections locales de mars 2008.

« Ne pas reproduire Rennes ! », nous dit-on. Evidemment. Mais est-ce bien le risque essentiel que nous devons éviter ? Cette manière de faire peur a déjà servi après le référendum sur le traité constitutionnel européen. Elle a produit...le congrès du Mans et ses suites ! Le refus de la différence assumée a conduit à la fiction de la synthèse. Allons donc au fond des choses. Nous avons été les premiers à dire que, dans des conditions radicalement nouvelles, nous sommes à un tournant de même ampleur qu'au moment du congrès fondateur d'Epinais en juin 1971. La force de propulsion du « cycle d'Epinais » est aujourd'hui épuisée. A l'époque, il s'agissait d'unifier la famille socialiste, de la faire grandir et gagner par l'union de la gauche. A Epinais, les socialistes ont tranché. Ils n'ont pas suivi l'exhortation de Guy Mollet à « ne surtout pas choisir une personnalité d'envergure à la tête du parti socialiste ». Le parti socialiste naissant n'a pas eu à regretter, encore moins à souffrir, d'avoir choisi François Mitterrand en 1971.

Aujourd'hui l'enjeu est de retrouver un élan national par la construction d'une puissante force socialiste, surtout pas de revenir à avant Epinais pour replonger dans les mœurs de la SFIO, dans ces tristes époques où le mouvement socialiste était morcelé en de multiples pouvoirs locaux sans force nationale. Les militants veulent aller de l'avant. Ils veulent innover. Ils veulent choisir en toute liberté. Ils ne sont pas idolâtres, ni serviles.

C'est la première fois, depuis le congrès d'Epinais, qu'ils auront à définir, d'un même mouvement, une orientation, un projet, une stratégie politique – d'alliances en particulier – une direction et un leadership. Après les années éprouvantes que nous venons de vivre, où nous avons, certes, réussi malgré toutes les épreuves à remporter de magnifiques victoires locales, reconnaissons que l'étape que nous devons franchir ne s'accommode ni de tactique ni de conservatisme. Elle implique de travailler ensemble pour changer vraiment. En novembre 2008, le choix à faire est total.

Mais ce grand congrès socialiste, nous le devons tout autant à notre pays, aux millions de Français qui souffrent de la politique de la droite, et qui espèrent nous voir réussir l'élaboration d'un projet alternatif. Car ce qu'il y a de plus décisif dans notre rendez-vous de Reims en novembre prochain, c'est de faire la démonstration de notre capacité à être créatifs, crédibles, efficaces, rassembleurs. Après notre congrès de novembre 2008, il restera encore plus de trois années à la présidence de Nicolas Sarkozy. Trois années, ce ne sera pas trop pour confronter nos choix au réel, pour mobiliser la gauche et les forces sociales, pour remettre le Parti socialiste en ordre de marche. Est-il concevable de geler les années 2008/2012 en entretenant la confusion sur notre orientation ou en nommant une direction et un premier secrétaire de transition et d'attente ? Ce serait non seulement le quatrième échec assuré aux élections de 2012, mais la désaffection massive et durable de l'électorat de gauche pour des années encore.

Assumer notre identité

Nous devons affirmer ce que nous sommes, sans complexe, avec la volonté de créer un rapport de forces politique et d'incarner, le moment venu, une gauche qui crée vraiment du progrès social, de la liberté et de l'émancipation.

Assumons notre réformisme et démontrons, comme nous le faisons localement, qu'il est le chemin le plus droit pour répondre à la souffrance sociale qui monte dans notre pays, pour faire reculer les inégalités et toutes les discriminations.

Assumons notre internationalisme et notre choix fondamental européen en travaillant réellement à des convergences dans la gauche européenne et dans l'Internationale socialiste.

Assumons notre volonté de disputer farouchement à la droite et à tous les conservateurs de l'ordre établi les valeurs de liberté et d'émancipation humaine, tant elles sont consubstantielles à notre idéal de justice et de progrès.

Assumons enfin, pleinement, notre position totalement écologiste. L'avenir de la planète, les enjeux climatiques, énergétiques, l'accès aux besoins fondamentaux ne sont pas des problèmes passagers que nous pourrions rituellement traiter à la fin de nos motions de congrès. Ils constituent désormais l'un des fils rouges de toutes nos politiques publiques et de nos choix économiques, sociaux et internationaux.

Changer en profondeur le fonctionnement du parti socialiste

La reconstruction d'une force de travail collectif qui hisse le Parti socialiste à la hauteur de ses nouvelles responsabilités sera une question essentielle que le congrès devra trancher. La multitude d'individualités brillantes qui forment le parti socialiste devrait être conquérante pour l'espoir que nous représentons collectivement. Les initiatives d'extériorisation et de contournement des lieux de débat et de décision communs, qui se sont dangereusement développées, notamment pendant et après l'élection présidentielle, doivent prendre fin.

L'urgence est de redynamiser un parti de militants, de retrouver le goût et la pratique du travail collectif, de l'activité sur le terrain, de la production intellectuelle et du respect des décisions prises. La préparation du congrès de Reims doit en être l'occasion.

Que de progrès à accomplir, à tous les niveaux de notre vie collective et que d'innovations à engager !

Il s'agit d'abord de respecter et de revaloriser le travail et le rôle des adhérents socialistes. Ils veulent prendre toute leur place dans la réflexion, dans la décision, dans l'action ; ils veulent être utiles. Rendre toute leur importance au travail des sections, organiser de manière vivante l'accueil des nouveaux adhérents, organiser des réseaux thématiques de travail où les adhérents peuvent croiser leurs propositions en fonction de leurs choix, prendre en compte dans la vie de notre parti la décentralisation par l'organisation de vraies structures régionales. Nous devons être inventifs, innovants, pour que la somme des talents de notre Parti soit réellement utile à la France. Nous devons accorder en particulier une place essentielle à la formation, qui joue, dans la vie de tout militant, un rôle clef.

Nous devons aussi prendre l'engagement que la démocratie interne ne constituera plus un concept théorique, voire facultatif : lorsque les militants sont appelés à s'exprimer, leur décision doit s'imposer, légitimement, à l'ensemble de notre famille.

Quelle crédibilité, peut-on revendiquer quand s'affichent au grand jour des comportements individuels qui s'exonèrent d'un choix majoritaire pourtant clair et assumé de porter publiquement une position désavouée par le suffrage interne ?

Il s'agit ensuite de faire toute leur place aux élus. Ils sont en première ligne pour faire face aux coups portés par la droite, pour déployer des politiques innovantes, pour faire vivre pleinement la démocratie de proximité. Ils sont une ressource essentielle pour la crédibilité de notre projet.

Il s'agit encore d'accorder toute son importance au travail intellectuel et culturel du parti socialiste. La force historique du PS est d'être bien plus qu'un acteur électoral. C'est une puissance intellectuelle collective, un vecteur idéologique et culturel. Jamais le PS ne s'est aussi bien porté que lorsqu'il a su nouer des rapports d'échanges et de travail avec des forces sociales, intellectuelles, étudiantes, qui voulaient un cadre pour réfléchir et travailler à l'alternance. Nous avons énormément perdu en la matière. Des cadres nouveaux de travail devront être imaginés pour faire du Parti socialiste un vecteur d'idées qui irriguent la société française, qui se diffusent dans le monde, en donnant également une tout autre ampleur à nos organismes de travail scientifique, à nos publications, à leur ouverture aux forces sociales, scientifiques, culturelles, artistiques, à leurs relations internationales, à des moyens modernes de communication.

Il s'agit également de renforcer nos liens, libres et respectueux de leur indépendance, avec les forces syndicales et associatives.

Il faudra pour cela faire vivre et travailler tout autrement l'ensemble de nos instances de délibération et de décision. On ne peut pas revendiquer légitimement la revalorisation et la démocratisation du Parlement national et laisser s'affaiblir à ce point notre Conseil national. Refaisons-en d'urgence le lieu majeur d'élaboration, de débat et de décision. Redonnons au secrétariat national resserré en nombre sa fonction de coordination, de mise en œuvre cohérente et d'exécution. En un mot, redonnons de la fierté à notre parti.

Clarifier notre stratégie politique et d'alliances

L'élection présidentielle de 2007 a incontestablement consacré la fin d'une époque pour la gauche. Notre congrès devra trancher notre stratégie politique d'ensemble et la question clé de nos alliances.

Nous voulons exprimer avec clarté notre conviction sur cette question centrale qui touche à la crédibilité de notre identité et à la sincérité de notre démarche politique aux yeux des citoyens. Le Parti socialiste est désormais la seule force politique à gauche qui puisse créer une dynamique de changement et opérer un rassemblement majoritaire pour conquérir le pouvoir. Il n'est pas pour autant en situation d'hégémonie politique et idéologique et il ne le revendique pas. La société française est heureusement traversée par des courants politiques progressistes qui ont leurs identités et leurs spécificités.

Ce qui manque à la gauche française, c'est l'affirmation d'une identité claire : nous proposons celle d'une gauche résolument réformiste et efficace. Nous ne croyons pas non plus pertinent de revenir aux structures de type FGDS qui avaient leur utilité avant l'unification socialiste d'Epinais mais qui ne correspondent pas aux exigences d'aujourd'hui. Nous n'y croyons pas parce que ces suggestions qui visent sans doute à pallier la carence électorale de nos partenaires traditionnels, présentent l'énorme défaut d'entraver le travail prioritaire que nous avons à accomplir : nous donner de la force et de l'efficacité à nous-mêmes et porter notre assise électorale bien au-delà – et durablement – des 25% que nous réalisons dans les élections nationales.

L'essentiel est de concentrer nos efforts sur la construction de nos propres forces pour aimer des alliances autour de choix politiques et idéologiques clairs. Et faire ainsi aboutir le projet d'un PS plus fort, qui deviendrait le grand parti de toute la gauche réformiste.

Ce parti renforcé, c'est notre outil pour l'alternance; c'est une voie plus sûre vers le succès collectif de la gauche que les assemblages artificiels d'organisations juxtaposant leurs incertitudes. Et c'est ce parti revivifié, clarifié, ouvert sur la société, apte à proposer un nouveau pacte social, politique et écologique qui devra réfléchir au dialogue avec ses électeurs pour le choix de son candidat à l'élection présidentielle. Construisons-le ; là est l'essentiel.

Les alliances sont indispensables. Plus encore qu'un moyen, elles sont un élément d'identification de notre orientation politique et de notre stratégie de conquête du pouvoir. Elles doivent être à gauche avec tous ceux qui veulent participer à la construction de majorités nationales et locales pour gouverner ensemble et pour réaliser les changements nécessaires.

Pour les solidifier à tous les niveaux, du local au national, nous devons proposer à nos partenaires verts, communistes, radicaux de gauche, républicains, des formes permanentes de coordination et d'actions communes.

Quant au centre, constatons lucidement qu'il n'est pas à gauche... En l'état actuel des choses, le MODEM et son leader ont les yeux rivés sur 2012, misant sur l'échec de Nicolas Sarkozy et sur le nôtre. La question n'est pas ici de porter jugement sur les circonstances électorales locales qui ont amené des camarades à conclure des accords municipaux avec ce parti. Mais une circonstance ne fait pas une stratégie d'ensemble. Et nous ne serons intelligibles et crédibles que si nous fondons notre stratégie sur la clarté des engagements et sur la cohérence des convictions. Les seules frontières du rassemblement que nous voulons construire sont entre ceux qui veulent y participer et ceux qui se réfugient dans la contestation ou dans le refus du clivage entre la gauche et la droite.

Croyons en nous-mêmes, en nos capacités, travaillons, rassemblons des forces et il reviendra alors à celles et à ceux qui se définissent aujourd'hui comme centristes de choisir leur chemin. Qu'ils s'opposent vraiment à la politique de la droite, qu'ils fassent sans ambiguïté le choix de la justice sociale et du progrès et le dialogue sera possible. Mais dans l'état où est notre démocratie, malmenée par l'arrogance et la légèreté d'un pouvoir autosatisfait, ce n'est pas aux socialistes de brouiller davantage l'image de la politique aux yeux de nos concitoyens en la traitant comme un marché.

Une majorité forte, cohérente, unie et un Premier secrétaire entreprenant

Les propositions que nous formulons dans cette contribution et que nous versons au débat ne visent pas l'unanimité. Elles s'adressent d'abord à celles et à ceux qui veulent proposer aux adhérents la création d'une majorité claire autour d'un réformisme revendiqué et d'une direction cohérente qui sache faire travailler tous les socialistes de toutes les sensibilités.

Le Parti socialiste ne se reconstruira pas dans l'ambiguïté et dans la confusion mais dans des choix et des responsabilités assumées. La logique de l'empêchement ne fonde pas un projet, pas plus que celle du relativisme idéologique. Reims devra être un congrès qui choisit sur le fond, qui légitime une équipe de direction et qui, au bout de ce processus, permet aux adhérents de désigner sereinement leur principal animateur. Dans leur immense majorité, les militants socialistes veulent que ce congrès soit le leur. Celles et ceux qui s'engagent dans cette contribution sont déterminés à respecter les militants et les rythmes de notre congrès.

Ce que nous avons à choisir, ensemble, en 2008, c'est notre orientation politique pour les trois années qui viennent. Ce seront des années d'opposition à la droite et de préparation des échéances futures. La direction collective dont nous avons besoin, et son principal animateur, doivent donc être choisis pour cette période vitale là. Désigner dès maintenant notre candidat à la présidentielle n'aurait pas de sens.

Le leadership dont nous avons besoin en 2008 est bien celui du parti. Plutôt qu'une direction de neutralisation, d'attente, d'arrangement, nous préférons proposer aux adhérents le choix clair, logique, cohérent, d'un collectif qui organise le travail d'opposition jusqu'en 2012 et qui prépare les échéances présidentielle et législative.

Un chef d'équipe qui ne soit pas un simple point d'équilibre interne mais qui sache faire vivre et grandir le parti, dans le respect de sa culture. Un animateur qui ait l'expérience et le sens du travail collectif pour faire exister une véritable direction ; qui aime le parti socialiste ; qui s'implique dans ses débats ; qui sache faire travailler les adhérents et les respecte ; qui sache organiser la réflexion, choisir et arbitrer. Choisir, tel est l'enjeu du prochain congrès. Ce que nous souhaitons pour le Parti socialiste et pour la France, c'est un congrès de vérité. Cela implique de tenir le même langage aux militants et aux citoyens. N'ayons pas peur de nos différences. Tranchons les par le débat et par le respect. Nous y gagnerons tous en lisibilité et en unité. Dans la clarté.